



A PROPOS DE...

L'énergie

Le problème

L'énergie est à la fois une solution et un problème pour le développement durable. Elle rend le développement possible mais elle est aussi l'une des principales causes de la pollution de l'air et d'autres nuisances pour la santé humaine et l'environnement.

Deux milliards de personnes — soit un tiers de l'humanité — n'ont pas accès aux formes d'énergie modernes. Ce sont généralement des personnes pauvres, qui vivent en zones rurales et dépendent du bois de feu ou de combustibles issus de la biomasse pour cuisiner, se chauffer et s'éclairer. Si ces combustibles coûtent peu chers, ils contribuent à la pollution atmosphérique intérieure à l'origine de problèmes respiratoires qui tuent, chaque année, plus d'un million d'enfants de moins de cinq ans. Dans de nombreuses parties du monde, la demande en bois entraîne la déforestation.

Les formes d'énergie modernes, que dominent les combustibles fossiles, peuvent grandement multiplier le nombre d'alternatives et de choix qui s'offrent aux personnes cherchant à améliorer leur niveau de vie et à alimenter en énergie les automobiles, les avions, les usines et les maisons. Pourtant cette génération d'énergies cause des pollutions atmosphériques et des émissions de gaz à effet de serre qui contribuent au réchauffement global de la planète et aux potentiels changements climatiques.

Le problème n'est pas l'épuisement des réserves de combustibles fossiles : il est largement admis que les réserves seront à la hauteur de la demande dans un futur immédiat. Le problème concerne plutôt l'attention portée, au niveau des politiques énergétiques, aux impacts environnementaux, au fait reconnu que les formes d'énergies modernes ne sont pas accessibles à tous — un déséquilibre aux dimensions morale, politique et pratique dans un monde de plus en plus interconnecté.

Chiffres clés

- Environ 2,5 milliards de personnes n'ont pas accès aux formes d'énergie modernes.
- La consommation d'énergie dans le monde a considérablement augmenté depuis 1992, et, selon les estimations, elle devrait continuer à augmenter au rythme de 2 % par an jusqu'en 2020.

- La consommation de bois de feu augmente proportionnellement à la population. En Asie du Sud et en Asie du Sud-Est, près de 2 milliards de personnes utilisent le bois ou d'autres combustibles issus de la biomasse comme source d'énergie, et, en Afrique subsaharienne, le bois est la seule source d'énergie de plus de 500 millions de personnes.
- La consommation mondiale de combustibles fossiles a augmenté de 10 % entre 1992 et 1999. La consommation énergétique par habitant reste plus élevée dans les pays développés où les gens consomment en moyenne l'équivalent de 6,4 tonnes de pétrole par an, soit 10 fois plus que la consommation des pays en développement.
- Les combustibles fossiles fournissent environ 80 % de toute la production et de toute la consommation mondiales en énergie, une baisse par rapport aux 86 % de 1971.
- C'est dans le secteur des transports que la consommation énergétique a augmenté le plus rapidement, la source d'énergie étant, dans 95 % des cas, le pétrole. Cette augmentation doit se confirmer au rythme de 1,5 % par an dans les pays développés et de 3,6 % par an dans les pays en développement.
- L'Asie est à l'origine de 20 % de la demande mondiale actuelle en pétrole et en gaz. Et, encore plus important est le fait que plus de 50 % de l'augmentation annuelle de la demande provient de cette région.
- Si l'utilisation des énergies de base dans le monde s'accroît au rythme actuel, soit 2 % par an environ, la consommation d'énergie aura, par rapport à celle de 1998, doublé d'ici à 2035 et triplé d'ici à 2055.
- Le dioxyde de carbone issu de la combustion du pétrole constitue la plus grande part — soit 75 % — des émissions de gaz à effet de serre provenant des activités humaines.
- Entre 1965 et 1998, les émissions de CO₂ ont doublé, soit une augmentation de 2,1 % par an en moyenne.
- L'énergie nucléaire représente 16 % de la production mondiale



d'électricité, mais les interrogations sont permanentes quant à sa sûreté et son rapport coût-rendement, en particulier si l'on prend en compte le combustible irradié, les déchets radioactifs, les effets transfrontaliers et le démantèlement des anciennes centrales.

- Les sources d'énergie renouvelables modernes, notamment la puissance hydraulique, les combustibles modernes issus de la biomasse et l'énergie géothermale, l'énergie éolienne et solaire, représentent environ 4,5 % de la production totale d'énergie.

Ce qui doit être fait

Pour répondre à l'accroissement de la demande en énergie, qui devrait être de 2,5 % par an, les pays en développement auront besoin d'investissements annuels d'environ 2 à 2,5 % de leur PNB. Etant donné que les investissements actuels dans le secteur de l'énergie sont de 290 à 430 milliards de dollars par an, il faudra mobiliser de larges investissements nationaux et étrangers.

D'autres propositions, liées au secteur de l'énergie et qui seront examinées par le Sommet, incluent des mesures pour :

- Multiplier par quatre le rendement énergétique et le rendement des ressources dans les pays développés d'ici à 2012.

- Mettre au point et diffuser des technologies utilisant des sources d'énergie renouvelables de façon à augmenter la proportion d'énergie renouvelable dans la production et la consommation d'énergie.
- Diversifier les sources d'énergie en élaborant des technologies utilisant les combustibles fossiles de façon plus propre et plus efficace et augmenter la proportion des sources d'énergie renouvelables d'au moins 5 % dans tous les pays d'ici à 2010.
- Encourager l'emploi du gaz naturel, en particulier dans les zones urbaines et industrielles, et éliminer la pratique du « gas flaring ».
- Adopter des politiques qui réduisent les déformations du marché sur le secteur de l'énergie en restructurant les systèmes de taxes et en éliminant les installations dangereuses.
- Promouvoir la coopération entre les pays consommateurs et producteurs de pétrole afin de réduire les principales fluctuations et instabilités des marchés internationaux.
- Aider les pays en développement qui dépendent largement du pétrole à diversifier leur économie.
- Promouvoir les transports en commun et améliorer l'efficacité des transports grâce à des véhicules écologiques et de l'essence plus propre.
- Ratifier et implémenter le Protocole de Kyoto à la Convention cadre des Nations Unies sur les changements climatiques.